

SÉANCE PUBLIQUE



FOCUS

L'INITIATIVE SOLIDAIRE LANCÉE PAR GABRIEL ATTAL

Face au coronavirus, le secrétaire d'Etat chargé de la Jeunesse, Gabriel Attal, **encourage les Français à s'engager dans les associations** et met en place avec l'Etat un site internet, <https://covid19.reserve-civique.gouv.fr/>, permettant la **mise en relation entre ceux qui ont besoin d'aide et les personnes qui veulent donner de leur temps**. Il est ainsi possible de proposer une mission mais aussi de trouver une mission.

Quatre missions vitales sont définies :

- Aide alimentaire et d'urgence
- Garde exceptionnelle d'enfants
- Lien avec les personnes fragiles isolées
- Solidarité de proximité

Le site internet rappelle également **les règles de sécurité à respecter** pour éviter la propagation du virus.

FOCUS

LE PASSAGE AUX FORMATIONS EN VERSION NUMÉRIQUE

Alors que le confinement oblige les entreprises à repenser leurs modèles et fonctionnements, **la formation numérique prend tout son sens**. En effet, alors que l'activité baisse dans beaucoup de secteurs et que l'activité partielle concerne de plus en plus de salariés, **l'Etat prend en charge 100% des coûts pédagogiques de la formation des salariés en activité partielle**. Une simple convention entre l'entreprise et la Direccte permet d'enclencher la prise en charge.

Ainsi, le salarié en activité partielle suivant une formation **perçoit la même indemnisation**, c'est-à-dire, **70% de son salaire brut** et donc **84% de son salaire net**.

AGENDA

LE PROGRAMME DE TRAVAIL DU PARLEMENT

Assemblée nationale

- Mardi 31 mars 2020
 - Conférence des présidents à 10h
 - Questions au gouvernement à 15h

Mardi 7 avril

- Questions au gouvernement à 15h

Sénat

- Mercredi 1^{er} avril 2020
 - Questions au gouvernement à 15h

Mercredi 8 avril 2020

- Questions au gouvernement à 15h

Les modalités des QAG évoluent cette semaine :

Le président Richard FERRAND a annoncé par courrier vendredi aux groupes parlementaires que **désormais seul un député sera autorisé à représenter chaque groupe politique**. Cette nouvelle mesure intervient alors que le gouvernement impose des mesures plus restrictives s'agissant des déplacements et des rassemblements de personnes.

Par ailleurs, la possibilité d'organiser les **QAG sous un format dématérialisé** est évoquée avec insistance notamment au Sénat même si des modalités techniques semblent écarter cette hypothèse pour le moment

EDITO

Les deux premières semaines de confinement ont été focalisées sur la **gestion de crise** : adoption en urgence de trois projets de loi pour faire face à l'épidémie, publication de 25 ordonnances pour adapter la France au confinement et faciliter le recours au chômage partiel. Depuis, certains secteurs envisagent de **reprendre l'activité** avec la mise en place de processus sanitaires stricts permettant la protection des populations (sites industriels, marchés de plein vent, bâtiments...).

L'actualité du débat public est également marquée par le **décès de responsables publics** qui ne sont pas épargnés par le Covid 19 et notamment Patrick DEVEDJIAN, président du Conseil Départemental des Hauts de Seine, Alain LESCOUET, maire de Saint-Brice-Courcelles (Marne) et vice-président de la communauté urbaine du Grand Reims ou l'ancien député de l'Hérault Willy DIMEGLIO

Face à la pandémie du coronavirus Covid-19, les **initiatives d'entreprises ou de fédérations** se multiplient pour participer à l'effort collectif, en lien avec l'Etat et les collectivités territoriales. Dans les villes, les départements et les régions, tous les acteurs – collectivités, associations, entreprises, bénévoles – multiplient ainsi les gestes de solidarité pour venir en aide aux plus fragiles et à ceux qui sont en première ligne pour combattre l'épidémie et assurer la continuité des services indispensables, comme les services d'eau ou la grande distribution.

« La solidarité est essentielle pour gagner contre le virus », comme le déclarait récemment le Président de la Région Grand Est Jean ROTTNER. Dans cette France que l'on dit « archipelisée » et « fracturée », cette solidarité s'est d'ores et déjà mise en place. Elle illustre plus que jamais l'importance de la complémentarité et de la coopération entre tous les acteurs.

Enfin, les premières réflexions sur la **sortie de crise** émergent. Pour François BAYROU « De cet énorme bouleversement doit sortir un monde nouveau » mais il appelle dans un premier temps toutes les forces politiques à « *joindre leurs forces pour ralentir la contagion* » (Le Figaro – 29/03/20).

CONFINEMENT : LA DÉCISION PUBLIQUE EN VISIO-CONFÉRENCE

Avec l'établissement des mesures de confinement et le développement du télétravail, les décideurs publics multiplient le recours aux technologies de l'information :

- Rendez-vous téléphoniques
- Conférence-call de négociations
- Visio-conférence de travail

Les élus poursuivent leurs activités et le Parlement Européen a également mis en place une première session avec vote à distance.



L'état de l'opinion française



L'institut de sondage OpinionWay met en place un **site dédié avec une enquête sur le suivi du quotidien de l'opinion des Français pendant la crise sanitaire en partenariat avec Square pour Les Echos**. Il s'agit d'une étude de type rolling, c'est-à-dire que chaque jour du lundi au dimanche, un échantillon de 500 Français est interrogé et chaque échantillon journalier est cumulé avec le jour précédent pour arriver à un échantillon global d'environ 1000 Français. Ce type d'étude **permet d'analyser l'évolution de l'opinion des Français durant la période de confinement**.

Les **questions** sont les suivantes :

- A propos du Coronavirus, sur une échelle de 0 à 10, quel est votre degré d'inquiétude pour vous et vos proches ? 0 signifie que vous n'êtes pas du tout inquiet, 10 que vous êtes extrêmement inquiet, les notes intermédiaires cherchent à nuancer votre jugement.
- Dans les mois qui viennent, diriez-vous que chacun des éléments suivants va s'améliorer, se dégrader, ou ne va pas changer ?
- Faites-vous confiance ou pas confiance au gouvernement pour limiter les effets de l'épidémie de coronavirus ?

LA MOBILISATION DES ACTEURS FACE À LA MENACE SANITAIRE DU COVID-19

Face à l'ampleur du bouleversement dans nos modes de vie, tous les acteurs de la société civile se manifestent et notamment les entreprises. Voici un exemple d'acteurs et d'entreprises qui ont décidé d'agir :

	Acteur	Initiatives
Appui volet sanitaire		Ordre National des Pharmaciens : mise en place d'un système d'alerte pour les femmes victimes de violence dans les pharmacies durant la période de confinement.
		PSA : Plus de 350 000 masques de protection donnés aux hôpitaux et services d'urgence. Par ailleurs, la filiale de mobilité du groupe PSA, Free2Move, met à disposition des hôpitaux de Paris et professionnels de santé des véhicules de sa flotte électrique . Le groupe a également donné du matériel médical aux hôpitaux de Milan, Madrid et Mulhouse.
	 	Filière betterave/ sucre . Cristal Union arrête temporairement son unité de production de bioéthanol d'Arcis-sur-Aube au profit de la production d'alcool éthylique à destination de l'industrie pharmaceutique et des biotechnologies. Le sucrier Tereos engage cinq de ses usines dans la fabrication de gel hydroalcoolique .
		GlaxoSmithKline , le géant pharmaceutique a fait un don de 10 millions de dollars au fonds de réponse solidaire créé par les Nations Unies et l'OMS . GSK fait également don de réactifs excédentaires pour soutenir les tests de diagnostic
		Air Liquide Health Care , qui fabrique des ventilateurs pour les patients en détresse respiratoires, a mis en place une ligne d'assemblage supplémentaire et développé le travail le weekend et la nuit . Il s'agit ainsi de répondre à l'augmentation des besoins en oxygène médical.
		Le commissariat à l'énergie atomique (CEA) a annoncé le don de près de 500 000 masques, gants, lunettes, et kits de dépistage aux hôpitaux proches de leurs centres.
Appui volet économique		Doctolib renforce son engagement contre la progression du Covid-19 en mettant en place des téléconsultations gratuites pour répondre à la demande croissante des praticiens et de leurs patients .
		U Enseigne par la voix de son président, Dominique SCHELCHER, a annoncé généralisation de l'accès prioritaire des personnels de santé aux magasins U et le soutien des PME qui livrent les magasins par la mise en place du paiement comptant des factures.
		Régions de France , en lien avec le Premier Ministre, le Ministre de l'Economie, le Ministre du Budget, la Ministre du Travail et la Ministre en charge des relations avec le territoire, acte la participation des régions de France au sein du dispositif de fonds de solidarité national pour un montant de 250 millions d'euros .
		Total met à disposition des personnels soignants 50 millions d'euros de bons d'essence . Pour les recevoir, il suffit de contacter une ligne téléphonique ou adresse mail dédiée .

QUEL CONTRÔLE DU PARLEMENT SUR L'ACTION DU GOUVERNEMENT EN PÉRIODE DE CRISE SANITAIRE ?

Plusieurs groupes d'opposition ont annoncé leur souhait de mettre en place une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire par le gouvernement à l'issue de la crise :

- Damien ABAD pour le groupe LR à L'Assemblée Nationale : « *L'objectif n'est pas de distribuer des bons ou mauvais points au gouvernement, mais d'identifier les éventuels défaillances et dysfonctionnements pour les corriger et en tirer des leçons* » (22/03/20)
 - Bruno RETAILLEAU, président du groupe LR au Sénat : « *créer cette commission avec tous les groupes politiques, de façon concertée, mais une fois la crise passée (...). Tirer tous les leçons de cette crise* » (26/03/20)
- Pour Gérard LARCHER, « *La priorité c'est d'être rassemblés, la désunion nationale serait la pire des choses* » ; « *Je suis aux côtés du président de la République et du Premier ministre. L'heure n'est pas à la polémique. Elle est à l'action (...). viendra le temps des réponses aux questions qui sont légitimement posées aujourd'hui* » (29/03/20)

A l'Assemblée Nationale, Richard FERRAND a annoncé la mise en place d'une mission d'information sur l'impact, la gestion, et les conséquences dans toutes ses dimensions de l'épidémie de **Coronavirus en France** :

- **Richard FERRAND**, président de l'Assemblée nationale pourrait en **diriger les travaux**
- **30 membres** (16 REM, 5 LR, 2 MDM, 2 SOC, 2 UDI, 1 LT, 1 FI, 1 GDR et 1 NI).
- Chaque président de commission permanente sera **co-rapporteur de droit** de la mission d'information, cette nomination s'imputant sur le nombre des représentants du groupe concerné
- La mission pourra bénéficier, pour une durée n'excédant pas six mois, des **prérogatives d'une commission d'enquête**
- Les travaux se dérouleront en deux temps, d'abord une phase concernant le **contrôle de l'Etat d'urgence sanitaire** et une **seconde phase où la mission exercera la plénitude de ses prérogatives**

L'EXPERTISE AU SERVICE DE LA DÉCISION PUBLIQUE : PRÉSENTATION DES PRÉSIDENTS DES DEUX COMITÉS SCIENTIFIQUES QUI ACCOMPAGNENT LE GOUVERNEMENT



Jean-François DELFRAISSY
Président du comité scientifique

- Professeur d'immunologie clinique et de médecine interne à la Faculté de médecine Paris XI-Sud
- Président du Comité consultatif national d'éthique

Créé le 10 mars pour éclairer l'exécutif dans la gestion de l'épidémie due au coronavirus, le rôle du conseil scientifique est précisé par l'article 2 de la Loi Urgence COVID « *En cas de déclaration de l'état d'urgence sanitaire, il est réuni sans délai un comité de scientifiques* ». Le comité rend périodiquement des avis sur l'état de la catastrophe sanitaire, les connaissances scientifiques qui s'y rapportent et les mesures propres à y mettre un terme,



Françoise BARRÉ-SINOUSSE
Présidente du Comité analyse recherche et expertise (CARE)

- Virologue et immunologue
- Directrice de l'unité "Régulation des infections rétrovirales" à l'Institut Pasteur, Paris

Prix Nobel de physiologie ou médecine en 2008 pour son travail sur le VIH et Présidente de Sidaction

Ce comité conseille le gouvernement pour ce qui concerne les programmes et doctrines relatifs aux traitements et tests. Il assure notamment le suivi des études thérapeutiques autorisées en France et les essais engagés sur des traitements à l'étranger.

PERSONNALITÉ MOBILISÉE

Jean ROTNER

Président du Grand Est



Le **président de la région Grand Est et médecin urgentiste** est en première ligne face à la crise puisque sa région reste un des épicentres de l'épidémie en France.

PERSONNALITÉ MOBILISÉE

Carine WOLF-THAL

Présidente de l'ordre des pharmaciens



La présidente de l'ordre des pharmaciens a, en liaison avec le ministère de l'Intérieur, **demandé aux pharmaciens de porter une attention particulière aux femmes victimes de violences conjugales** avec la mise en place **d'un système d'alerte dans les pharmacies** durant la période de confinement.

PERSONNALITÉ MOBILISÉE

Xavier BERTRAND

Président des Hauts-de-France



Xavier BERTRAND, président de la région des Hauts-de-France et ancien ministre de la santé dévoile ses propositions.

L'ancien ministre de la santé sous le gouvernement Fillon 3 demande la **mise en place d'un numéro d'appel pour aider le suivi psychologique des Français** et « *soulager la pression* » face au confinement instauré contre le coronavirus.

PERSONNALITÉ MOBILISÉE

Marie GUEVENOUX (REM Essonne)
René-Paul SAVARY (LR Marne)



La députée **Marie GUEVENOUX** et le sénateur **René-Paul SAVARY** ont porté dans chacune des assemblées parlementaires le **projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19**.



Ce texte, adopté en un temps record malgré des enjeux fondamentaux, **arme le gouvernement** pour faire face à la crise sanitaire.

PERSONNALITÉ MOBILISÉE

Laurent GRANDIN

Président d'INTERFEL



Le **président de l'interprofession de la filière des fruits et légumes frais** s'est engagé pour une **ouverture responsable** des marchés alimentaires pendant la crise du Covid-19 grâce à la **diffusion d'un vademécum des bonnes pratiques** à respecter pour se voir accorder une

autorisation d'ouverture des marchés

PERSONNALITÉ MOBILISÉE

Sophie PRIMAS (LR Yvelines)

Présidente de la Commission des affaires économiques du Sénat



La sénatrice met en place un **dispositif de crise** au sein de la Commission des affaires économiques du Sénat pour les sujets agricoles. L'objectif est la transmission des **informations de chaque filière**

aux sénateurs intéressés et **l'organisation d'une médiation** entre le monde agricole, le gouvernement et les pouvoirs locaux.